

Projet 1.08 RECYCAGE : Résumé des aspects environnementaux

• Eau

Les masses d'eau superficielles les plus proches de 1.08 RECYCLAGE référencées dans le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 sont l'Ain et le Rhône, à respectivement 2,8 km et 2,5 km du site. Celui-ci est en lien avec le Rhône, via ses rejets aqueux rejetés dans le réseau collectif qui aboutit au fleuve après passage en station de traitement.

L'eau sera utilisée pour les usages suivants :

- Process : pour l'étape de séparation par voie humide (flottation) à raison de 1 m³/t de plastique traité, soit une consommation maximale de 120 m³/j (capacité de la ligne de 5 t/h), et une consommation de 28 200 m³/an (base 235 j de travail/an).
- Les installations sanitaires : la consommation est estimée à environ 400 m³/an au démarrage, et 540 m³/an à terme (base 17 personnes au démarrage et 23 personnes à terme, travail 235 j/an).
- Les RIA (robinets incendie armés, essais annuels consommant quelques m³ d'eau).

La composition des effluents issus de l'activité de séparation par voie humide est aujourd'hui mal connue mais en tout état de cause :

- Le volume rejeté est évalué à 120 m³/j au maximum, auquel il faut ajouter environ 2 m³/j d'effluents sanitaires.
- Il n'y a a priori pas de charge polluante significative, les effluents provenant du lavage à l'eau froide et du trempage dans de l'eau salée de matières solides plastiques, qui ne peuvent relarguer des polluants particuliers dans ce processus. En particulier le brome résiduel est intégré dans la matrice plastique.
- Les polluants peuvent provenir de contaminations du gisement de déchets initial dont les matières plastiques sont issues, à savoir des D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques). Cette contamination est cependant potentiellement réduite, en raison des processus d'obtention de la fraction plastique lors du démantèlement des D3E.
- La charge polluante envisagée serait essentiellement constituée de matières en suspension, mais pas de charge organique (DCO) significative.

De ce fait l'exploitant a prévu dès le démarrage de l'activité une campagne de caractérisation des effluents de façon à les positionner par rapport à l'encadrement réglementaire mentionné plus haut.

Il est envisagé la mise en place d'une station de traitement interne, si les valeurs limites avant rejet au réseau du PIPA n'étaient pas respectées, et dont le principe figure ci-dessous, avec les étapes suivantes :

- Filtration,

- Ajustement de pH,
- Traitement par flocculant inorganique,
- Séparation et pressage des boues.

Les effluents traités seront ensuite rejetés au réseau du PIPA et passeront par sa station de traitement collective. En première approche la charge hydraulique maximale rejetée au réseau (soit 120 m³/j) ne représenterait que **2%** de celle traitée de la station traitement de la station d'épuration du PIPA, qui est de 6 000 m³/j (et 40 000 équivalents-habitants de charge polluante, cf. arr. d'autorisation de la STEP du PIPA du 4 mars 2003).

Un projet de convention de rejet liant 1.08 RECYCLAGE et le SMPIPA est en cours d'élaboration.

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau interne comprenant les zones ouest et Est, collectant sur chacune d'elles les eaux de toitures et les eaux de surfaces imperméabilisées extérieures, ces dernières transitant par des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures (un par zone).

Elles sont dirigées dans un bassin d'infiltration de 400 m³. Il n'y aura donc pas de rejet d'eaux pluviales au réseau.

Les deux branches de collecte des eaux pluviales (sauf la sous-branche collectant les eaux de la toiture ouest) sont munies d'une vanne de barrage permettant d'éviter que les eaux d'extinction ne rejoignent le bassin d'infiltration.

L'incidence des rejets de l'entreprise sur le Rhône peut raisonnablement être considérée comme négligeable : ces rejets ne représentent en effet que 2% de la capacité de traitement de la station d'épuration du SMPIPA, qui est exploitée avec des rendements de 93,7% pour les MES et de 92,8% pour la DCO.

Les **eaux pluviales pourraient avoir deux types d'incidence**, sachant qu'elles sont collectées par le réseau interne et passent par des ouvrages de traitement et de régulation (2 décanteurs/séparateurs d'hydrocarbures, un bassin d'infiltration) :

- Des apports de polluants (MES, hydrocarbures) par les eaux des surfaces imperméabilisées. Ceux émis par l'établissement sont limités du fait qu'il n'y a pas d'envols ni de produits pulvérulents sur le site, et que le trafic associé à son activité sera peu important (environ 30 véhicules/jour, toutes catégories confondues).
- Une charge hydraulique contribuant au risque d'inondation en cas de forte pluie. Cette incidence est écartée dans la mesure où les eaux collectées sur l'ensemble des surfaces du site est infiltrée dans le sol, et que celui-ci présente une bonne perméabilité. Il n'y a donc pas de risque d'inondation superficielle.

Ainsi on considère que l'incidence des rejets sur la nappe souterraine n'est pas significative grâce aux moyens de prévention mis en œuvre et en l'absence de surfaces supplémentaires collectées dans le cadre du projet d'activité de 1.08 RECYCLAGE.

Enfin il apparaît qu'aucun des sujets réglementés par le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Basse Vallée de l'Ain ne concerne des activités ou installations du projet 1.08 RECYLAGE.

- **Air**

Dans le secteur d'études (Parc Industriel de la Plaine de l'Ain), il n'existe pas de réseau de mesure local permettant de caractériser la qualité de l'air du secteur.

La station la plus proche est celle de l'est Lyonnais / Saint-Exupéry située à 19 km au sud-ouest du site. Il s'agit d'une station de type périurbain.

De façon générale la qualité de l'air mesurée en 2019-2020 sur cette station de mesure est plutôt bonne pour les paramètres ozone, dioxyde d'azote et particules PM10.

Les seules émissions des activités de 1.08 RECYLAGE seront :

- Les pertes de fluides frigorigènes contenus dans les groupes froids : il s'agit de deux équipements contenant moins de 40 kg de fluides (ceux-ci sont classés ICPE lorsqu'ils en contiennent plus de 300 kg). Ils seront suivis et entretenus selon les dispositions réglementaires en vigueur, qui visent à prévenir les pertes de gaz pouvant survenir en fonctionnement, en cas de défaut d'étanchéité, ainsi que lors des phases de maintenance ou travaux (ouverture des circuits).
- Celles des moteurs à combustion des véhicules présents sur site, qui émettent différents types de polluants, principalement des oxydes de carbone et d'azote et des particules. Les véhicules du personnel et ceux assurant l'approvisionnement de l'établissement ne sont pas des points d'émission sur site car leur moteur est à l'arrêt lorsqu'ils sont sur place. Parmi les engins de manutention trois sont à moteur thermique (2 au gaz, l'un au gas-oil). Ils seront entretenus par une entreprise extérieure spécialisée ; ces émissions sont marginales, en particulier si on les compare à celles du trafic circulant dans le secteur (passage de 10 849 véhicules en moyenne journalière sur la RD 124, dont 1 617 poids-lourds).

Les émissions atmosphériques du site sont réduites à celles des engins de manutention à moteur thermique, que l'on peut estimer grossièrement à quelques centaines de kg par an d'oxydes de carbone (issus de la consommation du gaz et du gasoil).

Ce chiffre est à rapprocher de ceux donnés dans le profil climat air énergie pour le territoire de la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain, soit 582 kteq CO₂/an pour la totalité des émissions de gaz à effet de serre, dont 226 kteq CO₂ pour le transport.

Les émissions de 1.08 RECYLAGE sont ainsi considérées comme non significatives.

Par ailleurs elles ne sont pas en mesure d'avoir une incidence sur le changement climatique.

Concernant la vulnérabilité du projet au changement climatique il ressort que celui-ci est susceptible d'avoir des effets :

- Directs sur les personnes travaillant sur le site (augmentation de température), sans que l'activité de l'entreprise soit elle-même affectée (impact sur le matériel, les installations, ...),
- Indirects, par le biais d'une incidence sur les personnes indépendante de l'activité du site (qualité de l'air, allergènes, ...).

Cette incidence n'est cependant pas significative quant à la viabilité du projet.

• **Bruit**

Les principales sources sonores identifiées du projet 1.08 RECYCLAGE seront :

- Les équipements utilisés dans le process de séparation et préparation des matières plastiques, en particulier pour la phase de broyage (la séparation par flottation et par triboélectricité et l'extrusion n'engendrent pas des niveaux sonores importants). L'équipement de broyage sera implanté à l'intérieur du bâtiment ce qui limitera la portée de ses émissions sonores, il sera de plus capoté.
- La circulation des engins de manutention en permanence, des poids-lourds en journée et en semaine uniquement, ainsi que des voitures et utilitaires légers, dont certaines en période nocturne (personnel posté : 5h et 21h).

La sensibilité du voisinage aux émissions sonores du site est faible, la zone d'habitation la plus proche étant à 750 m à l'ouest du site (habitat pavillonnaire), une nouvelle zone d'activité étant en cours d'aménagement entre le site et ce secteur.

Il existe un fond sonore perceptible dans le secteur qui est une zone d'activité, provenant notamment des infrastructures de transport proches : le secteur d'implantation de 1.08 RECYCLAGE est dédié essentiellement à des activités logistiques.

Une campagne de mesure de bruit sera réalisée dans les 6 mois suivant le démarrage de l'exploitation pour statuer sur le respect des exigences réglementaires applicables :

- Le respect des valeurs limites réglementaires de 70 dB(A) de jour et 60 dB(A) de nuit en limite de propriété,
- Le respect d'une émergence de 3 dB(A) la nuit et 5 dB(A) le jour dans les zones à émergence réglementée. La zone à émergence réglementée la plus proche est celle mentionnée plus haut, à 750 m à l'ouest du site.

• **Déchets**

Les déchets générés par l'activité du site seront principalement issus des procédés de séparation des matières plastiques mis en œuvre, ainsi que de l'extrusion et des emballages des produits consommés (colorants).

Les quantités et modalités de gestion prévisionnelles des déchets sont données dans le tableau ci-dessous.

Estimation des déchets générés par la future activité

Désignation déchets	Code déchets	Quantité annuelle prévisible	Gestion interne	Transporteur / Récupérateur	Mode d'élimination
Sacs, housses, films plastiques, emballages carton	15 01 01 15 01 02	35 t	Benne 18 m ³ extérieure	Prestataire local exemple : RDS	Tri puis valorisation (recyclage matière) – 1 benne/semaine
DND (déchets non dangereux) en mélange : coulants à densité 1.08	19 12 04	8 500 t	Benne 18 m ³ extérieure	Idem	Enfouissement (centre de stockage)
DD (déchets dangereux)	19 12 11*	2 000 t	Alvéole 11*11 m	Idem	Incinération
DND en mélange : Perte de séparation tribo	19 12 04	1 200 t	Benne de 18 m ³ extérieure	Idem	Incinération avec valorisation thermique
Déchets extrusion filtre	19 12 04	200 t	Benne de 18 m ³ extérieure ou big-bags	Idem	Valorisation matière

• Autres aspects

Le **trafic routier** engendré par l'activité du site sera constitué des poids-lourds et utilitaires assurant l'approvisionnement et les expéditions du site (10 poids-lourds et 4 utilitaires par jour, sur la plage horaire 8h/18h), et des véhicules individuels des employés (15/jour, dont 10 à chaque changement de poste : 4h30/5h30, 12h30/13h30, 20h30/21h30). Il transitera par les infrastructures routières proches, en particulier la RD124 de façon à rejoindre l'A42 à 7,5 km à l'ouest.

Ce trafic sera marginal en comparaison de celui circulant sur les routes empruntées majoritairement par les véhicules en lien avec les activités du site, à savoir 10 849 véhicules par jour dont 1 617 poids-lourds (soit 14,9% de poids-lourds) sur la RD 124 au niveau de Blyes (comptages 2016).

Le trafic estimé pour le projet 1.08 RECYCLAGE représente environ 0,3% du trafic global, et celui des poids-lourds 0,6% de cette catégorie. Ce trafic n'est ainsi pas significatif.

Concernant l'**intégration paysagère** de l'établissement, celui-ci a été construit dans les années 1980, dans le respect des dispositions d'urbanisme en vigueur.

Il n'est pas prévu de modification des bâtiments, hormis la réfection de la couverture pour une mise en conformité (retrait de matériaux amiantés, installation d'exutoires de fumées).

Ils ne sont pas visibles depuis la RD62a qui passe au nord, le site étant en retrait d'environ 100 m de cette voirie. Ils sont masqués par des haies d'arbres au nord et à l'ouest.

Les bâtiments n'engendrent ainsi pas d'incidence paysagère notable sur le voisinage.

Les différentes **zones naturelles** inventoriées dans le secteur d'implantation du projet (qui sont éloignées de 1,8 km à 2,5 km) n'ont pas de relation avec celui-ci du point de vue écologique, il ne ressort ainsi pas d'incidence particulière des activités de l'entreprise sur ces zones (pas d'émissions sonores et atmosphériques ni rejets aqueux provenant du projet susceptibles d'interaction avec les milieux naturels de ces zones).

Le principal poste de **consommation énergétique** du site sera l'électricité pour le fonctionnement des machines de broyage, de séparation et d'extrusion.

Les consommations d'énergie seront suivies et exploitées pour évaluer l'efficacité énergétique (ratio consommation d'énergie/production).

Les installations consommatrices d'énergie seront suivies et entretenues par des entreprises extérieures pour optimiser leur fonctionnement.

Les activités de 1.08 RECYCLAGE sont **compatibles avec les plans, programmes et schémas** identifiés dans le secteur d'étude.

En particulier il convient de souligner que le projet 1.08 RECYCLAGE répond à un besoin de développement de filières de recyclage et de valorisation des déchets plastiques et des D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques), qui est affiché dans le PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) d'Auvergne-Rhône-Alpes adopté en décembre 2019.

Dans ce cadre un appel à projet a été lancé par la Région afin de favoriser la création de nouvelles capacités de traitement/valorisation de ces déchets pour atteindre les objectifs fixés par le PRPGD. La société 1.08 RECYCLAGE s'est portée candidate pour cet appel à projet.

Il ressort que les activités du projet 1.08 RECYCLAGE ne sont pas susceptibles d'engendrer un **impact sanitaire sur les riverains**. En effet :

- La zone considérée par l'étude d'impact sanitaire est le village de Blyes, soit une population de l'ordre de 1000 personnes à l'ouest/sud-ouest du site.
- Parmi les émissions de toute nature pouvant provenir de ces activités seuls les rejets aqueux sont à prendre en compte. Ceux-ci ne contiennent pas de substance particulière pouvant être tracée, mais ils sont porteurs de polluants sous la forme de DCO (charge organique) et MES (matières en suspension).
- La charge polluante est réduite grâce aux dispositifs de traitement des effluents (stations interne et du PIPA pour les effluents d'activité, décanteurs/séparateurs d'hydrocarbures pour les eaux pluviales).
- Cette charge résiduelle rejoint les milieux environnants sans impacter le village de Blyes, à savoir le Rhône après passage par la station du PIPA et la nappe souterraine qui s'écoule sous la zone industrielle du PIPA.

Les **émissions lumineuses** du site, qui fonctionnera en continu 5 jour/semaine, proviendront de lampadaires d'éclairage des zones extérieures entre le bâtiment et les zones de stockage des matières premières et des produits finis, pour éclairer le parcours des chariots de manutention entre ces secteurs : ils fonctionneront de nuit puisque le

site est en activité en 3*8, et également si besoin en période de faible luminosité (en hiver notamment).

En cas de **cessation d'activité**, l'entreprise mettra en œuvre les moyens garantissant l'absence d'impact résiduel sur l'environnement (élimination de l'ensemble des produits présents, vérification de l'absence d'écoulement de produits potentiellement polluants dans le sol). L'usage futur dans l'hypothèse d'une cessation d'activité est similaire à celui d'aujourd'hui, à savoir un usage destiné aux activités économiques.

Le calcul du montant des **garanties financières** dans la configuration projetée aboutit à un montant inférieur à celui obligeant à la constitution effective de ces garanties (88 176 €, pour un seuil de 100 000 €).

Les **investissements environnementaux** consentis par l'entreprise sont estimés à 102 k€, mais des aménagements importants intégrés dans le process (capotage et isolation du broyeur) ou existants (décanteur/séparateur d'hydrocarbures, bassin d'infiltration des eaux de pluie) ne sont pas comptabilisés dans ce montant.